

LAURA
CENTEMERI

LA PERMACULTURE
OU L'ART DE RÉHABITER

La permaculture ou l'art de réhabiter

Laura Centemeri

La permaculture ou l'art de réhabiter

Conférence-débat organisée par le groupe Sciences en questions à l'Inra d'Angers le 16 novembre 2017 et à l'Inra d'Avignon le 7 décembre 2017.

Éditions Quæ, RD 10, 78026 Versailles Cedex

La collection « Sciences en questions » accueille des textes traitant de questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique ou éthique, relatives aux sciences et à l'activité scientifique.

Raphaël Larrère, Catherine Donnars
Directeurs de collection

Le groupe de travail « Sciences en questions » a été constitué à l'Inra en 1994 à l'initiative des services chargés de la formation et de la communication. Son objectif est de favoriser une réflexion critique sur la recherche par des contributions propres à éclairer, sous une forme accessible et attrayante, les questions philosophiques, sociologiques et épistémologiques relatives à l'activité scientifique.

Texte revu avec la collaboration de Marie-Noëlle Heinrich et Alain Falque.

Éditions Quæ
RD 10, 78026 Versailles Cedex

© Éditions Quæ, 2019

ISBN (imprimé) : 978-2-7592-2988-8 ISBN (Pdf) : 978-2-7592-2989-5
ISBN (ePub) : 978-2-7592-2990-1 ISSN : 1269-8490

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette proposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France.

Préface

Parmi d'autres thèmes à mettre en débat lors de conférences, le groupe Sciences en questions avait convenu d'en concevoir une (ou deux) sur le *care*. Compte tenu des activités de l'Inra, nous envisagions d'inviter un auteur à traiter, soit du *care* en élevage, soit du *care* environnemental. Il se trouve que j'avais assisté aux séminaires organisés par Sandra Laugier et Layla Raïd dans le cadre du Réseau thématique pluridisciplinaire *Care* et environnement. Parmi les exposés les plus intéressants que j'avais entendus à cette occasion, j'avais remarqué celui de Laura Centemeri. Plusieurs d'entre nous ayant apprécié son article «Retour à Seveso» paru en 2011 dans les *Annales*, nous avons décidé de l'inviter à concevoir une conférence.

Lors du premier contact que nous avons eu avec toi, Laura, tu nous as dit que, dans la continuité de tes réflexions sur la façon dont, en dépit d'un dommage environnemental, on peut ré-habiter le territoire qui l'a subi, tu en étais venue à l'idée d'étudier la permaculture, dans la mesure où son ambition est de prendre soin des relations que l'on entretient avec tous ceux, humains et non-humains, avec lesquels on partage le même milieu de vie. Bref, tu t'étais engagée à étudier le mouvement de la permaculture dans sa diversité, comme figure pratique du *care* environnemental. Il s'agit là de thèmes qui concernent directement l'Inra, et dans lesquels certains de ses chercheurs se sont investis — je pense aux travaux d'Éric Doidy (UMR Cesaer) à Dijon sur le *care* ou à ceux de François Léger (UMR Sadapt) sur la permaculture.

Voilà pourquoi, nous avons convenu de l'exposé que tu vas faire et pour lequel nous avons longuement, et à diverses reprises, discuté avec toi.

Mais l'intérêt que tu portes à la permaculture a une histoire que je vais retracer brièvement avant de te laisser la parole.

Tu aurais pu devenir économiste. À l'issue d'études à la faculté d'économie de l'université Luigi Bocconi — une sorte d'HEC milanaise —, te voici munie en 1997 d'une maîtrise de «disciplines économiques et sociales». C'est alors que tu as travaillé dans un cabinet de consultants sur des modèles économiques d'aménagement du territoire. Lasse des modèles et désireuse de revenir à des travaux plus universitaires, tu as délaissé l'économie, participé à des enquêtes sociologiques sur la territorialisation des services socio-sanitaires, puis profité d'une bourse pour t'inscrire en thèse de sociologie à l'université de Brescia. Il s'agissait d'une bourse sandwich, comprenant un an de stage dans une unité de recherche en France. C'est ainsi que tu as séjourné au CSI de l'École des mines dont tu as pu suivre les séminaires, ainsi que ceux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot au Groupe de sociologie politique et morale de l'EHESS. C'est à cette occasion que tu as perfectionné ton français.

Tu soutiens en 2005, à l'université de Brescia, une thèse intitulée *Du dommage au changement social : les réponses collectives au désastre de Seveso*. Tu y montres à quel point les habitants de Seveso aspiraient que soit reconnu, au-delà des dommages dont ils avaient souffert, celui que leur territoire avait subi. Cette demande a été ignorée, aussi bien par les représentants de l'administration en charge du traitement de l'accident que par les militants du comité constitué pour obtenir la réparation du dommage. Or les habitants n'avaient pas été atteints seulement dans leur santé, mais aussi dans leur milieu de vie : ils auraient ainsi souffert, as-tu écrit, d'une «soustraction de nature» que seule une nouvelle génération de militants, et majoritairement de militantes, est parvenue à saisir.

La thèse achevée, tu vas bénéficier d'une bourse post-doctorale qui te permet de travailler avec Laurent Thévenot à

l'EHESS. De là, une autre bourse postdoctorale à l'université de Milan te reconduit pendant deux ans à examiner les limites de l'internalisation des externalités pour définir ce que pourrait être une responsabilité sociale des entreprises en matière environnementale. Ayant définitivement pris congé de l'économie (s'agirait-il de socio-économie) à l'issue de cette expérience, tu te rends compte que les universités italiennes ne s'intéressent guère à la sociologie de l'environnement. C'est pourquoi tu postules à un poste de chercheur contractuel dans le Centre d'études sociales de l'université de Coimbra. Te voici donc au Portugal, dans un pays dont tu ne connais pas encore la langue, membre d'un observatoire pluridisciplinaire sur les risques où, par chance, plusieurs collègues sont dans ton cas et où vous pouvez communiquer en anglais. Tu y participes à un projet de recherche sur la gestion des forêts (étude qui a sans doute trouvé un regain d'actualité avec les grands incendies de cette année) et une analyse comparée des conflits autour de grandes infrastructures (en ce qui te concerne l'extension de l'aéroport de Milan Malpensa).

Tu serais volontiers restée à Coimbra jusqu'à la fin de ton mandat, si le CNRS n'avait pas fléchi un poste de sociologie de l'environnement en 2011. Et te voici alors CR2 au laboratoire Lames de la Maison des sciences de l'homme d'Aix-en-Provence où tu obtiens un petit financement du CNRS pour un projet exploratoire (le programme Peps). Ton idée était alors de travailler sur les questions de justice environnementale au quotidien (c'était en quelque sorte dans le prolongement de ton travail sur Seveso), mais aussi sur l'adaptation au changement climatique comme nouvel enjeu des politiques urbaines. C'est à cette occasion que, grâce au travail d'artistes qui entendent explorer de nouvelles formes d'action et de sensibilisation sur les enjeux environnementaux en milieu urbain, tu découvres le mouvement des villes en transition et la permaculture, comme autant de façons, dans l'ordinaire du quotidien, de réparer un milieu de vie.

C'est ce qui t'a conduite à participer au RTP *Care* et environnement, puis, après avoir été intégrée au Centre d'étude des mouvements sociaux de l'EHESS de Paris, à t'engager dans un projet ANR intitulé Symbios sur «les mouvements de transition vers une société frugale».

Depuis lors, tu as fait des enquêtes sur la permaculture en Italie, mais aussi, si j'ai bien compris, quelques coups de sonde en France et au Portugal, en Espagne et en Suisse. Tu as assisté à des forums, aux travaux de l'Académie italienne de permaculture et, dans une volonté d'observation participative, tu as suivi cet été un cycle de formation en Sicile.

Tu vas donc nous parler de la variété des formes d'économie «péri-capitalistes» impulsées par ce mouvement multiforme et international (il paraît qu'il y a même de nombreuses expériences en Chine); initiatives qui se sont hybridées avec d'autres mouvements sociaux, de la décroissance aux jardins partagés en passant par les villes en transition ou l'économie solidaire. Une démarche que tu définis comme un art de réhabiter, associant la réinscription de l'individu dans son milieu de vie, en prenant soin des relations entretenues avec la nature et dans un objectif de justice sociale et d'émancipation.

Raphaël Larrère

Directeur de la collection «Sciences en questions»

Remerciements

Parce que «tout jardine» et nulle chercheuse, et nul chercheur, n'est une île, la réflexion que j'ai présentée dans ce court texte est le fruit d'idées et discussions, milieux et expériences que j'ai partagé ou fréquenté avec beaucoup d'autres. J'ai fait de mon mieux pour que ce texte garde trace des multiples influences ayant contribué à sa genèse.

Le texte trouve tout d'abord son origine dans une enquête sur le mouvement transnational de la permaculture, qui a pris forme à l'intérieur du programme de recherche «Symbios - Les mouvements de transition vers une société frugale» coordonné par Gildas Renou (université de Strasbourg) et financé par l'ANR (ANR-14-CE03-0005). Ma réflexion doit énormément aux échanges qui ont eu lieu dans ce groupe de travail et aux apports des collègues qui ont participé, d'une manière ou d'une autre, à la dynamique du programme. Au-delà de Gildas Renou, lecteur infatigable, toujours généreux dans ses suggestions et commentaires, et jamais à court d'encouragements, je tiens à remercier Anders Blok, Betina Boutroue, Denis Chartier, Francis Chateauraynaud, Josquin Debaz, Élise Demeulenaere, Paola Diaz, Éric Doidy, Marion Dubourg, Jean Foyer, Marie Gaille, Alberta Giorgi, Bernard Hubert, Andrew Hoffman, Alice Ingold, Claire Julliand, Fabienne Malbois, Paola Molinatto, Stefan Nicolae, Coline Perrin, Salvatore Pirozzi, Cristina Popescu, Valeria Siniscalchi, Line-Marie Thorsen, Salvo Torre.

Au cours de cette recherche j'ai rencontré d'autres chercheurs travaillant également sur la permaculture et cherchant, eux et elles aussi, à approfondir la compréhension de son potentiel de proposition technique, culturel et politique, comme à explorer ses apports pour repenser jusqu'à nos propres pratiques de la recherche. Les travaux de Leila Chakroun,

Aurélien Gabriel Cohen, Laurence Marty, Yann Moreau et Anahid Roux-Rosier, ouvrent des pistes de réflexion fort originales pour avancer vers la définition d'un équipement intellectuel propice au développement de nouvelles formes de vivre ensemble, entre humains et avec les autres vivants.

Alfred Decker et Ian Lillington ont soutenu dès le début ma recherche et ils m'ont offert des clés importantes de compréhension historique du mouvement. Je les remercie pour le temps qu'ils m'ont dédié et pour la confiance dont ils m'ont fait preuve. Olivier Nattes, Karine Basset, Marco Matera, Giorgia Bocca, Tiziana Cicero, Barbara Garofoli, David Sumares, Isabelle Jacquelin et les autres permaculteurs et permacultrices que j'ai rencontrés en Italie, Suisse, France, Espagne et Portugal au cours de deux ans d'enquête m'ont encouragée à travailler dans la direction de valoriser la marge entre la recherche et l'action, la réflexion et la pratique. Du travail reste encore à faire pour la transition à une vraie pratique collaborative de la recherche.

Mais mes remerciements les plus chaleureux vont à Raphaël Larrère et Brigitte Federspiel qui, avec d'autres membres du groupe Sciences en questions — Laurence Guilloteau, Michèle Cussenot, Alain Falque, Philippe Grappin (Angers) et Guy Rodet (Avignon) — ont su transformer la période de préparation des conférences qui a précédé ce texte, et qui a été par moments turbulente, en l'occasion d'un vrai moment de travail collaboratif. J'ai retrouvé, dans les rencontres avec ce groupe, tout le plaisir d'un échange intellectuel ouvert, exigeant et en même temps convivial et bienveillant. Je dois beaucoup à cet écosystème, réparateur et régénérateur en ce qui me concerne, que nous avons été capables de créer ensemble.

La permaculture ou l'art de réhabiter

Introduction

Permaculture. C'est un mot qui « fait le buzz » en France depuis quelques années. Une enquête s'appuyant sur la base de données Europresse, à partir d'articles de la presse française, a montré que si le mot-clé permaculture apparaissait entre 2000 et 2005 dans 28 articles seulement, dix ans plus tard (2015-2018) ses occurrences sont montées à 6 765 (Boutroue, 2018).

Entre recette-miracle face à la crise écologique et révolution silencieuse, entre marché des formations payantes et lutte contre le dérèglement climatique, on parle de permaculture en France principalement quand on aborde le sujet de l'agro-écologie, mais également pour donner l'exemple d'une voie qui permet de sortir du sentiment d'impuissance face aux difficultés à réaliser un changement social capable de répondre aux défis environnementaux et sociaux de notre époque.

Le film documentaire *Demain* (2015), réalisé par Cyril Dion¹ et Mélanie Laurent, a contribué à promouvoir la vision selon laquelle, s'il est vrai que ces défis sont extraordinairement complexes, et d'une gravité telle qu'elle rend plausible un scénario d'effondrement systémique (Servigne et Stevens, 2015), il existe néanmoins des possibilités d'action pour un changement à la portée de tout le monde. Partant d'un engagement dans la transformation des pratiques personnelles de vie au quotidien, il semblerait possible de contribuer à l'émergence de solutions collectives. Il suffirait de prêter attention à ce qui se passe autour de nous, dans les villes

¹ Cyril Dion est par ailleurs cofondateur avec Pierre Rabhi du mouvement Colibris.

et les territoires, pour reconnaître l'existence d'un fourmillement d'initiatives et de réseaux qui partagent le même objectif : faire exister une société plus juste, plus vivable et plus durable. Un autre monde, nous disent les réalisateurs de *Demain*, n'est pas simplement possible : il existe déjà et il s'agit de le rejoindre.

Dans ce cadre, la permaculture est vue comme une proposition culturelle à même de déclencher cet «éveil», pour citer le titre d'un autre documentaire ayant connu un certain succès, réalisé en 2017, toujours en France, par Adrien Bellay. Il s'agit d'un éveil à une possibilité de retrouver une «prise sur le futur», comme le dirait le sociologue Francis Chateauraynaud (2013).

Toujours en France, mais dans un contexte plus académique, le terme permaculture est désormais entré dans les débats sur la transformation du système agricole, grâce aux travaux pionniers de François Léger et Kevin Morel sur le cas de la ferme du Bec-Hellouin, en Normandie (Hervé-Gruyère et Hervé-Gruyère, 2014; Morel, 2016; Morel *et al.*, 2016; Léger *et al.*, 2017). Ces travaux participent d'un effort collectif pour tester et prouver le potentiel des alternatives agro-écologiques face aux limites environnementales et socio-économiques de l'agriculture industrielle. La permaculture est alors analysée par ces auteurs, comme un outil de conception (ou *design*) de systèmes agricoles régénérateurs des sols, riches en biodiversité, viables économiquement et capables d'évoluer dans le temps de manière à s'autoréguler en réduisant les besoins d'apports en énergies fossiles.

Le fait de mettre en avant les résultats concrets et scientifiquement prouvés d'une méthode permacole, ou permaculturelle, s'inscrit dans une approche très valorisée au sein du mouvement de promotion de la permaculture lui-même et jugée pragmatique — au sens courant du terme — par les acteurs. Cette stratégie est en effet considérée

comme cruciale pour atteindre l'objectif de promouvoir un changement de l'agriculture vers la durabilité, à partir de l'identification de solutions ayant prouvé leur efficacité et pouvant ainsi se constituer en alternatives par rapport aux formes de production actuelles.

Néanmoins, comme le soulignent justement Léger et Morel, les solutions techniques, à elles seules, ne suffisent pas. La constatation du fait que l'humanité est devenue une « force géophysique provoquant à la fois le changement climatique, une érosion massive de la biodiversité et la raréfaction des ressources naturelles » (Chateauraynaud et Debaz, 2017, p. 585) — un nouvel état de la planète que nous avons appris à appeler Anthropocène — invite à une transformation profonde de nos sociétés : une « écologisation » dans tous les domaines de l'organisation sociale, articulée à une nouvelle idée de « citoyenneté écologique » (Arnsperger et Bourg, 2017).

Et pourtant... Des gouvernements ouvertement climato-sceptiques sont au pouvoir aujourd'hui dans des pays tels que les États-Unis et le Brésil, tandis que, parallèlement, les inégalités sociales explosent partout. La difficulté des gouvernements démocratiques à donner une réponse à la hauteur des défis écologiques et sociaux actuels alimente la montée de forces réactionnaires, dans un cadre qui semble reproduire, de manière troublante, les dynamiques d'« autoprotection de la société » décrites par Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*. Par cette notion d'autoprotection, Polanyi faisait référence aux formes de réaction qui émergèrent au début du xx^e siècle pour répondre aux effets déstabilisateurs ayant suivi l'expansion du marché autorégulé dans les domaines de la terre, du travail et de la monnaie. Face à la majorité stupéfaite des contemporains, elles conduisirent à l'irruption du *leadership* charismatique et aux nationalismes belliqueux promus par les fascismes.

De la difficulté à atterrir ou les impasses d'une pensée politique de la « société écologique ouverte »

J'ai commencé à enquêter sur la permaculture en 2013, dans le prolongement d'un questionnement sur les pratiques de « soin des lieux » promues par des groupes environnementalistes locaux dans les mobilisations pour la reconnaissance du dommage à l'environnement dans la ville de Seveso (Centemeri, 2011) et dans les luttes contre l'extension de l'aéroport de Milan-Malpensa en Italie (Centemeri, 2015, 2017). J'ai alors été surprise de constater l'absence de recherches s'intéressant à sa dimension de mouvement transnational et à son inscription dans l'histoire de l'environnementalisme organisé.

Dans les quelques descriptions de cas locaux d'application de la permaculture que j'ai pu rencontrer à cette époque dans la littérature française et internationale — que cela soit en sociologie, anthropologie ou science politique —, j'ai remarqué l'absence d'une interrogation attentive à la circulation des concepts, outils et pratiques permaculturels, ainsi qu'à celle des acteurs qui les promeuvent. Était également étrangement absente l'attention des chercheurs à la dimension de l'historicité, conçue sous l'angle de la généalogie de ces concepts, outils et pratiques ainsi que des biographies des acteurs impliqués, en particulier de leurs cultures politiques.

Cette absence constitue en partie la preuve du succès de la stratégie promue au sein du mouvement de la permaculture lui-même : celle de se présenter comme un mouvement apolitique, une communauté de praticiens et praticiennes engagés dans l'élaboration et l'expérimentation de solutions techniques — simples, viables et accessibles à tout le monde — aux problèmes soulevés par la crise écologique. Ce mouvement se présente comme n'ayant rien à voir avec la politique telle qu'on la conçoit traditionnellement ; ce serait un mouvement tout au plus culturel, consistant à

recupérer une forme de sagesse traditionnelle dans notre relation à la nature. L'objectif de cette stratégie est la création des conditions culturelles pour un front le plus large et diversifié possible d'acteurs engagés dans des démarches de transformation permaculturelle de leurs pratiques de vie, individuelles et collectives. Par là, il faut entendre l'élaboration de formes d'organisation de la réponse aux besoins de subsistance qui en minimisent l'impact nocif sur les écosystèmes et qui en valorisent, au contraire, la contribution à en accroître la diversité.

Le succès de cette vision de la permaculture a contribué à éclipser sa dimension, fondamentale à mes yeux, de mouvement social. D'où l'importance d'en retracer la genèse sous l'angle de l'identification des cultures politiques qui ont alimenté la vision de la société de demain qu'elle véhicule. L'escamotage de la dimension «mouvement social transnational» de la permaculture a eu une autre conséquence : négliger la manière dont les cultures politiques opèrent en tant que filtres dans la dissémination de la permaculture dans les différentes localités, chacune lui donnant, pour ainsi dire, sa couleur locale.

L'importance de ce dernier aspect est encore plus cruciale en France, où la permaculture est promue en tant que technique assurant l'autosuffisance individuelle sur le site web d'un mouvement ouvertement réactionnaire et xénophobe : Égalité et Réconciliation. Cet exemple n'est pas anecdotique, dans la mesure où des groupes réactionnaires d'inspiration écologiste se multiplient, en France comme ailleurs². J'évoque également cet exemple pour signaler les limites d'une pensée qui considère les pratiques et techniques écologiquement vertueuses, sous l'angle notamment de leur contribution à

² Voir sur ce point l'enquête de Zoé Carle, parue en 2017 dans le numéro 8 de la *Revue du Crieur*.

l'accroissement de la biodiversité, comme étant un terrain intrinsèquement non conflictuel et au-delà des clivages politiques traditionnels. Ces clivages restent présents. Prétendre se situer au-delà de ces clivages risque surtout d'alimenter une confusion qui n'est guère propice à tracer le chemin susceptible de fédérer une multiplicité d'acteurs au soutien d'une large alliance démocratique et écologique.

Ma recherche s'est donc orientée à comprendre les contours de la permaculture comme mouvement environnementaliste, circulant à l'échelle transnationale. L'angle privilégié est celui des cultures politiques qui l'informent et de celles qui la traduisent localement.

Par «cultures politiques» j'entends des imaginaires sociaux qui s'articulent à des «styles d'action qui organisent la construction de causes politiques et la formation des opinions, des individus et des collectivités» (Lichterman et Cefai, 2006, p. 392). En reprenant la définition donnée par le philosophe Charles Taylor (2004, p. 92), un «imaginaire social» fait référence à la façon dont «les gens imaginent leur existence sociale, la manière dont ils vivent ensemble, dont les choses se passent entre eux et leurs semblables, les attentes qu'on peut normalement espérer voir satisfaites, et les notions et normes qui, de manière plus fondamentale, inspirent ces attentes».

Les cultures politiques peuvent être conçues, selon le vocabulaire de la permaculture, comme des «structures invisibles», c'est-à-dire des éléments culturels qui influencent et contribuent à façonner notre manière d'être en relation avec les autres et avec l'environnement. Or, en pratique comme en théorie, ce mouvement a jusqu'à présent porté très peu d'attention à ces structures, qui jouent pourtant un rôle fondamental. Cela est d'autant plus vrai aujourd'hui, au moment où les initiatives de permaculture se trouvent de plus en plus confrontées à la nécessité de déboucher sur un agir